Document généré le 25 avr. 2024 06:31

Relations industrielles
Industrial Relations

Cost-Benefit Analysis of Manpower Policies, by G.G. Somers and W.D. Wood, ed., Proceedings of a North American Conference, May 14-15, 1969, Kingston, Ont., Industrial Relations Centre, Queen's University, 1969, 272 pp.

Gérard Bélanger

Volume 25, numéro 2, 1970

URI : https://id.erudit.org/iderudit/028136ar
DOI : https://doi.org/10.7202/028136ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)
1703-8138 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Bélanger, G. (1970). Compte rendu de [*Cost-Benefit Analysis of Manpower Policies*, by G.G. Somers and W.D. Wood, ed., Proceedings of a North American Conference, May 14-15, 1969, Kingston, Ont., Industrial Relations Centre, Queen's University, 1969, 272 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, *25*(2), 379–380. https://doi.org/10.7202/028136ar

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1970

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

RECENSIONS

Cost-Benefit Analysis of Manpower Policies, by G.G. Somers and W.D. Wood, Ed., Proceedings of a North American Conference, May 14-15, 1969, Kingston, Ont., Industrial Relations Centre, Queen's University, 1969, 272 pp.

Au cours des prochaines années, la généralisation du budget-programme suscitera l'étude détaillée des différentes politiques, tout particulièrement des mesures sociales. Le présent volume fait le point sur les études de rentabilité économique des programmes de main-d'oeuvre : il résume le chemin parcouru et en indique les différentes embûches. Il reprend les textes d'un colloque sur l'analyse coût-bénéfice des politiques de main-d'oeuvre organisé en mai 1969 par les universités Queen's et du Wisconsin et subventionné par les deux gouvernements, américain et canadien.

Pour le lecteur non initié à cet instrument d'analyse, la lecture complète du volume sera fastidieuse et probablement peu rentable : il n'y trouvera pas le fil conducteur qui aide à la compréhension d'aspects de plus en plus difficiles. De plus, le lecteur doit accepter les déficiences de tout ouvrage découlant d'un colloque : la répétition fréquente des mêmes idées et la dispersion prononcée de la qualité et de la difficulté des contributions. Le texte de Cain et Hollister sur les différentes étapes de l'analyse des programmes de main-d'oeuvre pour les défavorisés mérite d'être étudié par tous : il indique clairement les différents problèmes que comporte toute évaluation de programme d'action sociale.

L'analyse bénéfice-coût n'est pas en soi une approche très compliquée : comme le remarque R.W. Judy, « cost-benefit analysis appears to be a fairly crude tool until it is compared with the available alternatives » (p. 29). Les problèmes sont de cerner les différents bénéfices tant positifs que négatifs (coûts) et d'assigner un prix approprié au temps (taux d'actualisation).

Pour être rentable, un projet ne doit pas avoir un rapport bénéfice-coût inférieur à l'unité. Cependant, contrairement à l'opinion de certains collaborateurs, dont les éditeurs du volume eux-mêmes, il est incorrect d'affirmer que « where alternatives are available the appropriate investment is indicated by the highest benefit/cost ratio » (p. viii) [1]. Cette proposition n'est valide que lorsque le coût des projets est le même. Sinon, c'est la différence entre les bénéfices et les coûts, c'est-à-dire le profit, qui devient le critère d'optimisation.

Quel que soit l'investissement, il est difficile d'estimer avec précision les futurs bénéfices nets. Lorsqu'il s'agit d'un programme de portée sociale, l'estimation devient plus aléatoire encore : peu de programmes ont en effet des objectifs clairement définis. A l'exception des auteurs des pages sur le taux d'actualisation, chaque participant aborde les difficultés d'identification et de délimitation des bénéfices. Le lecteur doit donc, à plusieurs reprises, chercher à se dépétrer au milieu de différents points de vue contradictoires.

Outre l'article de Cain et Hollister, le lecteur tirera profit du texte de R.W. Judy sur les aspects théoriques et méthodologiques des coûts. Einar Hardin compare cinq études « récentes » d'analyse bénéfice-coût de programmes de main-d'oeuvre qui débouchent presqu'invariablement sur des résultats optimistes au point de vue de la rentabilité.

Le commentaire de David O. Sewell refroidit cependant l'enthousiasme en indiquant l'existence probable de certains biais : une partie appréciable du rendement des programmes d'apprentissage peut être l'effet de la plus grande intelligence ou des aptitudes particulières des

1. On retrouve exactement la même erreur dans la publication du Conseil du trésor, Gouvernement du Canada, *Planning Programming Budgeting Guide*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, p. 16.

participants au programme, ou encore le résultat de l'initiative des administrateurs de ces programmes dans la découverte de débouchés à leurs « pupilles ». On pourrait donc, dans ce dernier cas, constater une augmentation du taux de chômage des non-participants. Dans un monde interdépendant où beaucoup de facteurs varient dans la même direction (multicollinéarité), il est très difficile d'isoler les effets précis de chacun.

L'une des difficultés majeures de l'analyse bénéfice-coût est de tenir compte des effets redistributifs des programmes. Dès le début du colloque, B.A. Weisbrod a soulevé la question. Les économistes se sont souvent limités aux seuls aspects de l'efficacité. Dans le domaine des finances publiques, reprenant la pensée de l'économiste suédois Lindahl, Richard Musgrave a consacré cette dichotomie en distinguant trois sous-budgets dans le budget total pour les trois fonctions suivantes : l'allocation, la distribution et la stabilisation. Le problème provient de l'interdépendance des sous-budgets : on n'a pas encore trouvé de moyens de redistribution qui ne modifient pas en même temps les incitations (effets de substitution en langage économique). On tombe alors dans la théorie du moindre mal (« second best ») et ses difficultés.

Un autre aspect de cette même question nous oblige à prendre conscience du fait que, pour les nantis, une certaine redistribution constitue un bien auquel ils sont volontairement disposés à contribuer. Ils ne sont cependant pas indifférents au mode de redistribution : en raison de l'idéologie acquise et d'autres facteurs, ils préfèrent la redistribution en nature (politiques de recyclage, d'habitation à loyer modique) plutôt qu'en argent (impôt négatif sur le revenu). Ainsi apparaît une forme d'externalité dont on devrait tenir compte dans la recherche de l'efficacité ; ce concept prend alors une signification plus globale, mais moins opérationnelle.

Le texte de Neil W. Chamberlain, qui termine le volume, explicite le conservatisme proverbial de l'économiste :

> « Even accepting, hypothetically, the efficiency criterion as valid for investment, it is valid only insofar as one accepts the whole system of social, legal, and political relations which produce the very valuations which are intended to guide choice » (p. 237).

Ce problème revêt une importance particulière dans les programmes d'envergure, où les répercussions ne peuvent être qualifiées de marginales.

Dans l'analyse bénéfice-coût, un prix en particulier a retenu l'attention des économistes, soit le taux d'actualisation qui est le prix du temps. A ce sujet, les contributions de K.J. Arrow et A.C. Harberger se situent à la finne pointe de la théorie ; en conséquence, leur lecture est vraiment ardue. Les deux auteurs posent résolument le problème dans le cadre de la théorie du « second best ». Ils se distinguent d'autre part par leur approche ; Arrow propose une perspective d'équilibre général tandis qu'Harberger suggère des ajustements à caractère partiel et plus facilement applicables. Cependant on peut démontrer qu'il existe des circonstances où l'application de tels critères nous éloigne de l'optimum plutôt que de nous en rapprocher. Le lecteur trouvera un bon résumé de la discussion dans le commentaire de G.L. Reuber ; de plus, ce dernier élargit l'analyse en introduisant la possibilité de financer l'investissement par l'épargne étrangère. Cette perspective est importante pour un pays comme le Canada et aussi pour toute juridiction à compétence limitée comme un gouvernement provincial.

Le livre contient un cas concret d'analyse bénéfice-coût, l'étude de Robert A. Jenness sur les programmes canadiens de mobilité de la main-d'oeuvre.

L'impression qui se dégage de la lecture du volume est qu'on doit se montrer très critique vis-à-vis les résultats chiffrés de toute analyse bénéfice-coût d'un programme d'action sociale. Plusieurs problèmes fondamentaux ne sont pas complètement résolus. Cependant, le commentaire de H.S. Parnes demeure très pertinent :

> «So far as benefit-cost analysis **per se** is concerned, it seems to me that its chief contribution to sound policy decisions lies in the comprehensive view of the issue that it engenders. Benefit-cost analysis is a way of thinking about programs that compels one to consider systematically all the factors that are relevant to a decision » (p. 224).

C'est en forgeant qu'on devient forgeron !

Gérard BELANGER